

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Québec : mise à jour économique et budgétaire

Le gouvernement maintient le cap pour un retour à l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans

FAITS SAILLANTS

- ▶ Le déficit prévu pour l'exercice 2020-2021 demeure à 15 G\$. Des déficits de 8,3 G\$ et 7,0 G\$ sont prévus pour les deux exercices suivants.
- ▶ La situation économique est légèrement plus favorable que ce qui était anticipé en juin dernier. Cela permet aux gouvernements d'annoncer des mesures additionnelles totalisant 1,8 G\$ sur trois ans en vue de soutenir l'économie québécoise et d'accélérer sa relance.
- ▶ En fonction de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, le gouvernement devra rétablir l'équilibre budgétaire au plus tard d'ici cinq ans. Un plan plus complet en ce sens devrait être présenté lors du prochain budget.
- ▶ La pandémie a eu des effets importants sur la dette du gouvernement du Québec. La dette brute, qui atteignait 43,3 % du PIB au 31 mars 2020, aura bondi à 50,5 % à la fin de l'exercice actuel et demeurera aux environs de 50 % à la fin de l'exercice 2022-2023.

Les revenus autonomes ont été plus résilients que prévu

La mise à jour économique et budgétaire présentée aujourd'hui confirme les effets spectaculaires de la pandémie de COVID-19 sur les finances publiques québécoises. Les surplus budgétaires et la tendance baissière du poids de la dette sont bien derrière nous et il est évident qu'il faudra plusieurs années pour rétablir la situation. Bien sûr, cela est loin d'être unique au Québec alors que, par exemple, l'Ontario a présenté la semaine dernière un déficit prévu de 38,5 G\$ pour l'exercice actuel. De plus, l'incertitude demeure extrême dans le contexte de la seconde vague de COVID-19.

Il y a tout de même quelques bonnes nouvelles dans la mise à jour d'aujourd'hui. En premier lieu, la reprise initiale de l'économie québécoise après la période de confinement a dépassé les attentes. Lors de la dernière mise à jour, en juin dernier, le ministère des Finances prévoyait une baisse de 6,5 % du PIB réel québécois cette année; aujourd'hui, il mise plutôt sur un recul de 6,0 %. Les revenus autonomes du gouvernement ont été particulièrement résilients, limitant la baisse lors de l'exercice actuel à -3,6 %, selon les dernières projections du ministère, un choc environ deux fois moins grave que ce qui était prévu en juin dernier. Notons que les prévisions économiques utilisées

aujourd'hui par le ministère sont très proches des nôtres dans l'ensemble et font même preuve, à notre avis, d'un certain conservatisme, notamment pour la croissance de l'économie et du marché du travail.

La résilience des revenus autonomes, combinée à l'augmentation des transferts fédéraux et à la baisse des frais de la dette, a permis au gouvernement de financer de nombreuses dépenses liées à la crise actuelle sans creuser davantage le déficit. Des mesures supplémentaires de l'ordre de 4 G\$ avaient déjà été annoncées depuis juin et le gouvernement ajoute aujourd'hui de nouvelles dépenses de 1,8 G\$. De ces dernières, 287 M\$ seront investis pour contrer les problèmes de santé mentale, pour mieux adapter les milieux d'enseignement et pour soutenir le secteur du tourisme. La plus grande partie des nouvelles dépenses, soit 1,5 G\$, servira à accélérer la reprise économique. Des sommes importantes seront investies pour favoriser la réintégration des Québécois sur le marché du travail (459 M\$) ainsi que pour appuyer les projets d'investissement des entreprises et le développement économique des régions (477 M\$). De plus, le Plan pour une économie verte sera bonifié de 300 M\$, et 247 M\$ seront investis pour encourager la production québécoise et l'achat local.

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Benoit P. Durocher, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2020, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

TABLEAU 1
Situation budgétaire

EN M\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	RÉEL	PROJECTIONS		
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Revenus autonomes	91 744	88 437	94 477	98 709
Variation (%)	0,1	-3,6	6,8	4,5
Transferts fédéraux	25 228	30 296	26 639	25 772
Variation (%)	9,1	20,1	-12,1	-3,3
Revenus budgétaires totaux	116 972	118 733	121 116	124 481
Variation (%)	1,9	1,5	2,0	2,8
Dépenses de programmes	-105 621	-119 507	-114 576	-117 959
Variation (%)	8,1	13,1	-4,1	3,0
Frais de la dette	-7 676	-7 573	-8 806	-9 303
Variation (%)	-12,0	-1,3	16,3	5,6
Pertes estimées sur les investissements dans la CSeries	-1 037	---	---	---
Provisions pour risques économiques	---	-4 000	-3 000	-1 000
Solde	2 638	-12 347	-5 266	-3 781
Fonds des générations	-2 606	-2 653	-2 984	-3 219
Solde avant réserve de stabilisation	32	-15 000	-8 250	-7 000
Utilisation de la réserve de stabilisation	---	12 009	---	---
Solde budgétaire au sens de la Loi	32	-2 991	-8 250	-7 000
Dette brute	198 811	220 837	233 850	244 535
Variation (%)	-0,1	11,1	5,9	4,6
En % du PIB	43,3	50,5	50,0	49,9
Dette représentant les déficits cumulés	95 178	107 525	112 791	116 572
Variation (%)	-5,2	13,0	4,9	3,4
En % du PIB	20,7	24,6	24,1	23,8

Source : Ministère des Finances du Québec

TABLEAU 2
Perspectives économiques

VARIATION EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	2019	2020p	2021p
PIB réel			
Prévisions du ministère des Finances	2,6	-6,0	5,0
Prévisions de Desjardins	2,6	-5,8	4,9
PIB nominal			
Prévisions du ministère des Finances	4,5	-4,6	6,9
Prévisions de Desjardins	4,5	-4,8	6,3
Prix à la consommation			
Prévisions du ministère des Finances	2,1	0,8	1,6
Prévisions de Desjardins	2,1	0,7	1,5
Taux de chômage (moyenne annuelle en %)			
Prévisions du ministère des Finances	5,1	9,3	7,8
Prévisions de Desjardins	5,1	8,9	6,6
Bons du Trésor – 3 mois (moyenne annuelle en %)			
Prévisions du ministère des Finances	1,7	0,4	0,2
Prévisions de Desjardins	1,7	0,5	0,3
Obligations fédérales – 10 ans (moyenne annuelle en %)			
Prévisions du ministère des Finances	1,6	0,7	0,9
Prévisions de Desjardins	1,6	0,8	0,8
Taux de change (moyenne annuelle en \$ US)			
Prévisions du ministère des Finances	0,76	0,74	0,76
Prévisions de Desjardins	0,76	0,74	0,76

p : prévisions

Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

Un rééquilibrage graduel des finances publiques semble possible

Une dégradation importante des finances publiques cette année était inévitable étant donné la crise sanitaire. Pour le moment, il semble tout à fait approprié que le gouvernement concentre ses efforts sur le soutien et la relance de l'économie québécoise plutôt que de présenter un plan clair de retour à l'équilibre. Les mesures favorisant les investissements productifs devraient aider à accroître le potentiel de croissance à moyen terme.

Il sera toutefois important de ramener rapidement les finances publiques sur une trajectoire saine. Les prévisions pour les exercices 2021-2022 et 2022-2023 sont assez encourageantes en ce sens. Des déficits relativement importants sont prévus, mais ils incluent des provisions pour risques économiques, surtout pour l'an prochain, en plus des paiements au Fonds des générations. Si les efforts pour contenir la croissance des dépenses sont faits et que l'environnement économique est assez favorable, le Québec semble en assez bonne position pour réussir à retrouver l'équilibre budgétaire dans la période prescrite par la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. Évidemment, l'évolution de la pandémie au cours des prochains mois pourrait encore grandement changer la situation des finances publiques québécoises.